

Le Burundi réitère son refus au déploiement d'une force africaine sur son sol

@rib News, 30/01/2016 - Source AFP Les autorités burundaises ont de nouveau catégoriquement rejeté l'idée du déploiement d'une force africaine dans leur pays, une proposition brièvement discutée lors d'une réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine dans la nuit de vendredi à samedi. Organisée à la veille de l'ouverture du 26e sommet de l'organisation continentale, cette réunion s'est terminée tard dans la nuit sans que les participants, parmi lesquels une douzaine de chefs d'Etats africains et le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon ne trouvent un accord sur le Burundi.

Le Burundi, plongé dans une crise meurtrière depuis fin avril et l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un 3e mandat controversé, s'est de nouveau vigoureusement opposé à l'envoi de cette force. "Aucune condition nous ne sommes prêts pour cette force", a déclaré à la presse le ministre burundais des Affaires étrangères Alain Aimé Nyamitwe. "La présidente de la Commission (de l'UA), le Commissaire paix et sécurité se sont exprimés pour donner les raisons pour lesquelles ils estimaient que l'envoi de la force était justifié. Nous avons précisé que cette force n'était pas justifiée, nous avons donné les raisons de ce rejet parce que nous estimons que la situation au pays est sous contrôle du point de vue sécuritaire", a ajouté M. Nyamitwe. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé à l'exil pas moins de 230.000 personnes, parmi lesquels de nombreux opposants, militants associatifs et journalistes. L'échec d'un coup d'Etat militaire, puis la brutale mise au pas de six semaines de manifestations à Bujumbura n'ont pas mis fin aux violences et le pouvoir du président Nkurunziza - dont on ignore s'il assistera au sommet samedi et dimanche - reste inflexible aux pressions de l'UA et de l'ONU. Son ministre des Affaires étrangères a indiqué que le Burundi n'était pas isolé dans son refus. "Il n'y a pas que les Burundais qui sont opposés à cette idée de déploiement, a ainsi déclaré le président gambien Yahya Jammeh, qui participait à la réunion. A la question: "Êtes-vous opposés au déploiement de cette force au Burundi", M. Jammeh a répondu: "sans l'accord du Burundi, oui". Une majorité des deux-tiers est requise pour autoriser l'envoi de cette Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu), décidée par le CPS en décembre.